Sénat de Belgique.

SÉANCE DU 25 FÉVRIER 1841.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de loi interprétant l'article 1^{er} de la loi du 27 Décembre 1817 sur les droits de mutation par décès.

MESSIEURS,

La Commission à laquelle vous avez renvoyé l'examen du projet de loi interprétative de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1817 sur les droits de mutation par décès, m'a confié le soin de vous faire connaître le résultat de ses délibérations.

Cet article dispose *qu'il sera perçu à titre de droit de succession un impôt sur la valeur de tout ce qui sera recueilli ou acquis dans la succession d'un habitant du Royaume.*

La question qui s'est présentée est celle de savoir si cette disposition est applicable aux gains de survie coutumiers qui appartiennent au survivant de deux époux mariés sous l'empire de l'ancienne coutume de Luxembourg, dont l'article 8 du titre VIII attribue au survivant des conjoints la propriété de tous les meubles et *l'usufruit de tous les immeubles du prédécédé, ainsi que de la moitié des acquêts faits constant le mariage, l'autre moitié, dit l'article, lui demeurant en pleine propriété.*

Les tribunaux de Neufchâteau et d'Arlon ont tous deux résolu la question négativement et déclaré l'administration non fondée à réclamer de l'époux survivant le paiement du droit de succession.

Ces jugemens ont été cassés par deux arrêts de la Cour de Cassation du 16 février 1836 et du 22 octobre 1838; le dernier de ces arrêts rendu, chambres réunies, a renvoyé la cause devant le tribunal de Namur, pour y être fait droit après interprétation de la loi.

M. Raikem, alors Ministre de la Justice, a présenté à la Chambre des Représentans qui l'a adopté dans sa séance du 10 février courant, un projet de loi qui tend à faire consacrer le principe admis par la Cour de Cassation que la loi de 1817 s'applique à toutes les mutations par décès, à quelque titre qu'elles aient lieu, et que la transmission des biens en faveur du survivant des époux mariés sous la coutume de Luxembourg s'opère au moment du décès de son conjoint.

Votre Commission, Messieurs, n'a pas hésité un seul instant à se ranger à l'opinion de la Cour de Cassation (sans adopter toutefois dans toute son étendue le principe dont il vient d'être parlé). Il lui a paru incontestable que les avantages conférés au survivant des époux par la coutume de Luxembourg sur les biens du prédécédé, étant recueillis dans la succession de ce dernier, donnent ouverture aux droits de succession établis par l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1817.

Mais un doute s'est présenté à l'esprit de votre Commission : la loi qui nous est soumise est interprétative de sa nature, et le caractère particulier de ces sortes de lois est de se renfermer dans les limites de la question qui a donné lieu au conflit judiciaire. A la différence des lois ordinaires qui n'ont jamais d'effet rétroactif, les lois interprétatives agissent sur le passé, et décident les procès existans en même tems qu'elles servent de règle pour l'avenir. Il semble donc qu'il eut fallu se borner à déclarer que les avantages que l'article 8 du titre VIII de la coutume de Luxembourg confèrent au survivant des époux tombent sous l'application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1817, au lieu de décider d'une manière générale que l'impôt perçu à titre de droit de succession est dû sur la valeur de tout ce qui est recueilli par le conjoint survivant dans la succession du conjoint prédécédé, à titre de gain de survie coutumier.

Votre Commission appréhende que la loi conçue en ces termes n'engendre des difficultés et ne donne lieu à des erreurs : il est bien vrai que sous la plupart de nos anciennes coutumes les gains de survie y étaient de la même nature que sous la coutume de Luxembourg, c'est-à-dire que quoiqu'irrévoquablement acquis au survivant des époux dès le jour du mariage, ils ne lui étaient cependant donnés que pour les recueillir au moment du décès du prémourant, de manière qu'il s'opérait alors une véritable mutation, dont le droit était dû au trésor, sous l'empire de la loi du 22 frimaire an VII, comme il doit l'être aujourd'hui sous le régime de la loi du 27 décembre 1817.

Cependant il existait d'autres coutumes où les biens des deux époux formaient, dès le moment du mariage, une masse commune et solidaire dont la propriété reposait simultanément sur leur chef, pendant le mariage ; la coutume de Liège, qui régissait toute l'ancienne principauté de ce nom, était de ce nombre ; nous pourrions citer aussi les coutumes locales de Chimay et du Roeulx dans le Hainaut, et peut-être y en avait-il d'autres encore.

Dans ces coutumes il ne s'opérait à la dissolution du mariage aucune mutation au profit du survivant qui ne faisait que continuer exclusivement sur son chef, la propriété qu'il avait eue solidairement avec son conjoint dès le jour du mariage ; or, ne serait-il pas à craindre que l'on ne fît abus de la loi qui nous est présentée, en prétendant l'appliquer aux droits du survivant des époux mariés sous l'empire de ces coutumes.

D'un autre côté, la Cour de Cassation, dans le second arrêt du 22 octobre 1838, dont on vous propose de consacrer la doctrine, a posé en principe que l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1817 est général et absolu, et s'étend non-seulement à ce qui est acquis dans une succession à titre d'héritier et de légataire, *mais aussi à toutes les transmissions par décès indistinctement* ; or, il faut reconnaître que ce principe, qui était fort juste dans son application spéciale aux gains de survie coutumiers dont il s'agissait dans l'espèce de cet arrêt, conduirait souvent à des conséquences inexactes et erronées, si on voulait l'appliquer dans un sens général et absolu, et c'est ce que la Cour de Cassation elle-même a reconnu par un arrêt ultérieur du 22 mai 1839. En

décidant que le survivant de deux époux mariés sous le régime de la communauté du code civil, qui retient, en vertu d'une stipulation de son contrat autorisée par l'article 1525 de ce code, la totalité de la communauté, ne doit pas acquitter le droit de succession à raison de la moitié de cette communauté, aux termes de l'article 1^{er} de la loi 27 décembre 1817.

Malgré ces objections, votre Commission n'a pas pensé, Messieurs, qu'il fût absolument nécessaire d'amender la loi qui vous est soumise, elle en propose donc, à l'unanimité, l'adoption pure et simple; mais elle croit qu'il serait convenable que dans le cours de la discussion, M. le Ministre de la Justice donnât quelques explications propres à déterminer clairement le véritable sens et la portée de la loi et à prévenir ainsi toute espèce d'abus.

Bruxelles, le 25 Février 1841.

Le Marquis DE RODES.

D'HOOP.

A. VAN MUYSSSEN.

DE RIDDER.

DE HAUSSY, Rapporteur.